

Résumé

BORIS PÉTRIC

LE KIRGHIZSTAN : LIEU D'EXPÉRIMENTATION POUR MESURER LES NOUVELLES NORMES DE LA MONDIALISATION POLITIQUE

Les transformations politiques d'une ancienne république post-soviétique donnent la mesure des formes actuelles de la mondialisation. Depuis son accès à l'indépendance, le jeune État du Kirghizstan s'est largement ouvert à la coopération avec l'étranger et il subit des contraintes extérieures très fortes de la part des différents acteurs. Les grands États comme la Russie, la Chine ou les USA sont très présents et ils entendent influencer la destinée de cette région. Le pays fait face au déferlement d'une multitude d'organisations internationales et d'ONG qui prennent en charge les réformes du pays. Le Kirghizstan illustre une situation qui tend à se développer dans d'autres zones du globe, à savoir l'existence d'un espace politique dans lequel la souveraineté se recompose radicalement à travers l'émergence de nouveaux acteurs internationaux et transnationaux. Dans un contexte de mondialisation qui se caractérise par une intensification des flux de personnes, d'idées, de capitaux ou d'objets, le Kirghizstan représente une sorte de laboratoire où se joue l'instauration de la démocratie.

Les acteurs internationaux, présents dans le pays, utilisent tout un ensemble de catégories et d'instrument statistiques pour mesurer l'existence d'une société civile et évaluer le processus de démocratisation. En quoi l'usage et l'application de ces catégories nous renseignent-elles sur les rapports de pouvoir qui se nouent dans le processus actuel de mondialisation. Les expressions universelles de « démocratie », « société civile », « bonne gouvernance » constituent-elles davantage un slogan international qu'un outil d'analyse pour comprendre le fonctionnement de la société kirghize ? Que révèle le phénomène d'« onguisation » à travers le monde ? La constitution d'un tissu d'ONG est-elle une garantie de développement de la démocratie ? Les ONG locales sont-elles l'expression de différentes forces sociales autonomes ? Quels types de relations créent-elles avec les acteurs transnationaux de la démocratisation ?

La situation kirghize pose la question de l'importation d'un modèle politique exogène dans un contexte de mondialisation. Depuis la chute du mur de Berlin, la démocratie est devenue le modèle politique vers lequel les pays en transition doivent tendre. Des acteurs et des institutions, externes et internes, relayent continûment cette nouvelle norme internationale comme s'il fallait réinventer la société tout entière et les structures politiques qu'elle s'est historiquement données. L'étude est plus particulièrement focalisée sur l'activité des grandes ONG américaines dans le domaine du monitoring électoral.

Le Kirghizstan : lieu d'expérimentation pour mesurer les nouvelles normes de la mondialisation politique

Boris Pétric*

Introduction

Dans de nombreux endroits du monde (Afrique, Amérique latine, Eurasie) où il est question d'évaluer les changements politiques, l'idée assez vague de société civile est invoquée par des acteurs locaux ou internationaux variés pour exprimer le souhait de restituer à la société un pouvoir que l'État aurait usurpé. Cette notion relativement floue a été particulièrement utilisée pour penser le processus de démocratisation des sociétés post-soviétiques.

La référence à la démocratie sature l'imaginaire politique dans le monde et renvoie aux notions de bonne gouvernance et de société civile. Cette trilogie se déploie de manière exemplaire au Kirghizstan qui constitue probablement un des exemples les plus significatifs de ce processus politique liée à la mondialisation. Depuis la signature des accords de Biéloviesk qui a précipité la fin de l'URSS, l'ancienne petite République soviétique kirghize s'est considérablement transformée sous l'égide internationale. Abandonnées par Moscou, les élites en place ont dû reconstruire un ordre social et politique pour légitimer une indépendance plus donnée qu'acquise. La transformation s'est faite sans véritable circulation du pouvoir et sans mouvement collectif porteur d'un projet politique alternatif. Le gouvernement du président Akaev¹ a opté cependant pour une politique étrangère ouverte sur l'Occident et multipliant les relations diplomatiques. Cet ancien académicien s'est rapidement approprié le discours des organisations internationales souhaitant contribuer à la naissance de la démocratie dans son pays.

Dans un premier temps, le Kirghizstan fut qualifié par les observateurs internationaux d'îlot démocratique dans un environnement centrasiatique autoritaire. Une vague d'organisations internationales, de fondations étrangères et d'ONG a déferlé et pris en charge les réformes du pays pour faire émerger une « société civile » afin de garantir la démocratisation du pays. Le Kirghizstan qui compte aujourd'hui plus de 11 000 ONG² a connu un changement politique important, médiatisé par l'expression « Révolution des tulipes ». De nom-

* Anthropologue, chargé de recherches CNRS, Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales, LAIOS, IIAC, CNRS-EHESS, bpetric@msh-paris.fr

1. Askar Akaev a été élu président de la République kirghize en 1991. La révolution des tulipes en mars 2005 a mis fin à ses fonctions.

2. Chiffres fournis par le ministère de la justice de la République kirghize. Cf. également Human Development Report 2006, « *Influence of Civil Society on Human Development* », UNDP, www.undp.kg

breux observateurs ont mis l'accent sur le rôle central, dans la chute du pouvoir du président Akaev, d'une société civile incarnée par la multitude des ONG locales. Les acteurs internationaux³, présents dans le pays, utilisent tout un ensemble de catégories et d'instrument statistiques pour mesurer l'existence d'une société civile et évaluer le processus de démocratisation. En quoi l'usage et l'application de ces catégories nous renseignent-elles sur les rapports de pouvoir qui se nouent dans le processus actuel de mondialisation? Les expressions universelles de « démocratie », « société civile », « bonne gouvernance » constituent-elles davantage un slogan international qu'un outil d'analyse pour comprendre le fonctionnement de la société kirghize? Que révèle le phénomène d'« onguisation » à travers le monde? La constitution d'un tissu d'ONG est-elle une garantie de développement de la démocratie? Les ONG locales sont-elles l'expression de différentes forces sociales autonomes? Quels types de relations créent-elles avec les acteurs transnationaux de la démocratisation? La situation kirghize pose la question de l'importation d'un modèle politique exogène dans un contexte de mondialisation.

Vieux concept et nouveau leitmotiv : le développement de la société civile

Avant d'aborder le cas de la société kirghize, il est important de revenir sur le contexte historique, politique et idéologique dans lequel s'est imposé le leitmotiv de l'intervention internationale après l'effondrement du mur de Berlin. Le slogan « société civile » s'est imposé dans le discours des organisations internationales pour penser la transition vers la démocratie de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. Elle renvoie à la notion plus large de « bonne gouvernance » (Milani 1999, Atlani 2005) qui consiste à proposer un modèle idéal de « gouvernementalité ». Elle repose sur l'idée qu'il faut associer au processus de décision différents acteurs de la vie sociale, des institutions issues du marché (l'entreprise), des corps associatifs qui incarnent la société civile (ONG) et les formes de pouvoir politiques (gouvernement, État). Cette manière d'envisager la société a tendance à considérer l'économique, le politique et le social comme trois composantes distinctes de la société. Cette appréhension de la réalité sociale mériterait un long développement criti-

que. On peut simplement objecter que la société se caractérise par un enchaînement (*embedness*) des dimensions économiques, sociales et politiques.

Dans le contexte de la transition post-soviétique vers une bonne gouvernance, le processus de démocratisation passe donc par le développement de ces différents « corps sociaux » qui auraient été déficients auparavant : l'entreprise et un marché pour l'économie et une société civile au niveau social. On abordera ici plus précisément cette dernière notion qui a pris un sens relativement uniforme et réducteur dans l'arène internationale. Dans la situation actuelle, la valorisation de la société civile par l'intermédiaire de tout un ensemble d'acteurs transnationaux exprime aussi un aspect de la mondialisation. Dans une période de montée en puissance des organisations internationales, la démocratie devient le critère mondial auquel toutes les sociétés doivent tendre. L'émergence de ce pouvoir mondialisé qui exerce de nouvelles contraintes sur l'évolution politique de certains pays ne signifie pas pour autant qu'il y ait une seule forme de démocratie et que les sociétés en question ne produisent pas des formes de résistance aux modèles auxquels elles sont fortement confrontées. Ces acteurs redessinent indéniablement les formes de souveraineté de ces sociétés, participent à la construction de la légitimité et à l'exercice même du pouvoir. Mais il est nécessaire de dépasser une vision simpliste de la mondialisation qui consisterait uniquement à décrire un processus de domination occidentale sur le reste du monde et qui conduirait à l'uniformisation des systèmes politiques et sociaux. Si l'on revient à la définition descriptive de la mondialisation proposée par Anthony Giddens, la mondialisation signifie une « intensification des relations sociales à l'échelle de la planète » (1990). Le développement d'une « société civile » au Kirghizstan se produit effectivement dans un espace social où se construisent des relations entre une multitude d'acteurs locaux, transnationaux et internationaux qui illustrent bien cette situation. Dans cette architecture mondiale, la « société civile » est définie de manière floue mais relativement univoque par les acteurs exogènes comme étant l'ensemble des organisations ayant une autonomie à l'égard de l'État. Il s'agirait d'un corps social autonome qui se situerait entre la famille et l'État.

Avant que s'impose cette définition, la notion avait un sens polysémique dans l'histoire de la philosophie politique.

3. On peut notamment penser à Freedom House.

L'idée originelle de société civile : philosophie politique

La société civile est une expression ancienne⁴ entrée en usage par le biais de la traduction latine, *societas civilis*, de la *koinona politike* d'Aristote. Dans son sens originel, elle n'autorisait pas de distinction entre « État » et « société » ou entre société civile et société politique. Elle signifiait simplement « ensemble d'hommes réunis dans un ordre politique légitime », notion indifféremment rendue par « société » ou par « communauté⁵ ». Cette notion de société civile va être abondamment utilisée par les philosophes politiques de la modernité pour qualifier l'émergence d'un nouveau type d'organisation sociale.

Les philosophes comme Hobbes ou Locke utilisent cette notion pour penser la tension entre intérêts individuels, particuliers, et intérêt collectif, existant dans les sociétés modernes. D'un point de vue politique, la question de l'individu, du citoyen en tant que personne ayant des droits individuels, se pense étroitement dans le rapport à l'État. Cette réflexion politique se poursuit chez Hegel qui voit lui aussi une dichotomie entre État et société civile (Reidel 1972). Finalement, Marx utilise aussi la notion de société civile comme un lieu d'expression où se cachent des rapports de domination dans lequel l'État capitaliste assure le pouvoir de la classe dominante (*ruling class*) (in Cohen et Arato 1992). Tocqueville associe l'idée de société civile à l'émergence d'association d'individus qui vont composer une société politique distincte de l'État. Penseurs de l'idéologie individualiste libérale et penseurs de l'idéologie socialiste se rejoignent dans l'idée que la société civile est une sphère autonome en dehors du pouvoir de l'État.

Le paradigme de la philosophie politique de la modernité se nourrit de manière un peu différente de l'apport des philosophes du totalitarisme (Arendt 1972) qui définit l'expérience totalitaire comme une société atomisée subissant la coercition de l'État. Plus tard, la remise en cause de l'expérience des démocraties socialistes par des intellectuels engagés-dissidents (Havel 1993) et les partisans d'une théorie post-marxiste (Bobbio 1987) voient dans la notion de société civile l'affirmation des mouvements sociaux contre les pouvoirs de l'État. Finalement, ces différents courants renforcent cette idée d'une dichotomie entre l'État et la société.

On peut s'interroger sur la validité de considérer la vie sociale comme étant composée de

trois sphères distinctes ayant une autonomie (sociale, économie et politique). Cette vision de la société, issue de la philosophie politique⁶, et reprise par de nombreux journalistes, universitaires ou décideurs internationaux a été depuis sévèrement critiquée par de nombreux anthropologues (Abélès 1983) et sociologues (Bourdieu et Coleman 1991). Peut-on réellement étudier les relations sociales en considérant que l'économique, le social et le politique sont trois sphères indépendantes les unes des autres ?

La critique de la notion de société civile ne se limite pas à une position relativiste qui distinguerait les sociétés démocratiques occidentales des sociétés non démocratiques. Cette notion est remplie de contradictions non seulement pour étudier les sociétés post-soviétiques mais aussi pour décrire nos propres sociétés. L'imbrication de différentes formes de pouvoir n'est souvent pas abordée, l'idée d'une autonomisation des champs sociaux, politiques et économiques mènent à bien des impasses dans la compréhension des sociétés.

La victoire de la démocratie libérale

C'est récemment que le terme de société civile a pris une définition relativement uniforme après l'effondrement du mur de Berlin et avec l'avènement de la théorie néolibérale. Elle consiste en général à décrire un manque « *a lack of civil society* » ou quelque chose qui ferait défaut aux sociétés d'Europe de l'Est et d'ex-URSS. Cette notion sert alors à décrire un horizon qui crée une opposition entre nos sociétés pourvues d'une société civile dense et des sociétés post-socialistes qui en seraient dépourvues. La société civile est donc devenue un slogan chez les acteurs étrangers d'exportation d'un modèle politique (Sampson 1996) pour transformer ces pays. Elle s'impose d'abord comme un élément normatif qui décrit ce que « devrait être » la société et non ce qu'elle est. La probable émergence de la société civile après l'expérience soviétique sous-entend que ces sociétés en étaient dépourvues à l'épo-

4. Kihlani S. « La société civile une résurgence », *Critique internationale*, n° 10, janvier 2001.

5. Black A., « The concept of civil society in pre-modern Europe », in Kaviraj S. and S. Khilnani (eds.), *Civil Society, History and Possibilities*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

6. La philosophie tend à décrire des modèles idéaux qui ne renvoient pas forcément à la réalité, lorsque les philosophes comme Locke, Hobbes parlent de société civile, ils tentent de décrire un système politique idéal ce qui est différent de la réalité des sociétés de cette époque.

que socialiste, comme si nous assistions à un processus qui partirait de zéro et s'opposerait à l'État et au gouvernement. Elle implique une vision consistant à considérer la société comme caractérisée par une opposition verticale entre une société civile incarnant un bas (*down*) et un État ou un gouvernement qui représenterait le haut (*top*). Cela conduit à se demander si les sociétés d'Asie centrale soviétique étaient bien dépourvues de toute forme d'associations ou d'organisations sociales et si ces formes de solidarité s'opposent systématiquement à l'État (*from the top*).

Une société kirghize soviétique atomisée sans société civile ?

Avant d'aborder la situation contemporaine, il faut revenir sur la généalogie d'une pensée affirmant l'absence de société civile dans la société kirghize soviétique. Deux idées ont longtemps dominé la vision du fonctionnement de la société soviétique. La première considérait qu'il n'y avait pas de société civile et que l'État contrôlait l'ensemble des compartiments de la vie sociale, l'autre consistait à opposer une société civile comme un agent collectif unifié subissant l'autoritarisme et la coercition de l'État socialiste. Ces deux idées se rejoignent dans une vision d'un État réifié en une force omnipotente définie comme une entité abstraite dont l'activité humaine serait le résultat de quelques-uns s'étant approprié le pouvoir politique. Ce genre de travaux qui a nourri les penseurs de la transition tend alors à décrire la situation post-soviétique comme un retour à un ordre social naturel. Au contraire, les travaux récents sur l'histoire soviétique montrent que cette société était faite de tensions, de transformations et de résistances face aux décisions centrales.

7. Manas est la grande épopée orale qui incarne aujourd'hui la kirghizité.

8. Le livre *Mafta* du journaliste soviétique, Arcadi Vaksberg, publié en français (*La mafia russe, comment on dévalise le pays depuis 70 ans*, Paris, Albin Michel, 1992) illustre à travers tout un ensemble de faits divers les pratiques quotidiennes de résistances à l'égard de l'État soviétique.

9. Dans le même ordre d'idée, on pourrait citer les émeutes d'Almaty en 1986, suite à la nomination d'un premier secrétaire russe (Kolbin). Cf. Lemercier-Quellejey C., «Le monde musulman soviétique après Alma-ata (décembre 1986)», in *Cahiers du monde russe et soviétique*, XXXII(1), janvier-mars 1991, 117-122.

Bref retour sur le passé soviétique

On peut citer deux exemples pour montrer que la société kirghize n'a jamais été passive face au pouvoir moscovite. Dans les années 1980, la critique de l'épopée de Manas⁷ par des intellectuels moscovites a provoqué une vive réaction dans la République kirghize montrant que les élites kirghizes n'entendaient pas se faire imposer par le centre n'importe quelle vision de leur histoire. Plus tard, le scandale du coton dans la République voisine de l'Ouzbékistan a montré l'existence d'un système informel de détournement de la production de coton dans lequel était impliquée toute la société. Dans la même perspective, conformément au plan, les pasteurs kirghizes se consacraient à l'élevage du mouton mérinos pour la production de laine nécessaire à l'industrie textile soviétique, mais l'existence d'un troupeau privé parmi les kolkhoziens conduit aujourd'hui à réviser le fonctionnement réel de la vie économique. Ces pratiques sociales étaient loin d'être marginales⁸ et s'apparentent à des formes de résistance⁹ de la société face à un projet politique de planification imposé par le centre.

En conséquence, dans la société kirghize, les élites n'étaient pas coupées de la population et l'idée d'une autonomie entre l'État et la société égare notre compréhension. Les élites centra-siaticques sont au contraire en étroites relations avec la population à travers la constitution de réseaux de solidarité (Pétric 2002) qui traversent l'ensemble de la société et l'État.

De plus au niveau politique, même dans un système de parti unique (KPSS), il y avait à l'intérieur du PC kirghize un champ de force entre différentes factions régionales qui s'affrontaient pour l'appropriation du pouvoir central. Ces factions (Nord/Sud) orchestraient le jeu politique montrant que l'État n'était pas une force monolithique qui s'opposait à la société.

Il ne s'agit en aucun cas de prétendre que cette société était pourvue d'un système garantissant les libertés civiques. Mais le diagnostic d'une société kirghize soviétique dans laquelle régnerait un antagonisme entre société et État fausse l'analyse que l'on se fait de cette société post-soviétique. Aujourd'hui la possibilité d'avoir accès à ces terrains jadis étudiés dans les bureaux, nous oblige à jeter un regard différent sur l'histoire soviétique et, de ce fait, sur le fonctionnement de la société actuelle. Cet article conteste cette idée d'absence de société

civile en suivant la réflexion proposée par Olivier Roy: « *Il n'y aurait pas en Asie centrale, de « société civile ». Or, on ne peut étudier la vie sociale et politique réelle qu'en critiquant ce mythe qui structure aujourd'hui l'action sociale et politique entreprise de l'extérieur pour ouvrir les sociétés et les régimes d'Asie centrale.* » (Roy, in Pétric 2002).

Les conditions de la conversion forcée à l'individualisme démocratique

Il ne faut jamais perdre de vue que la fin de l'URSS a été perçue à l'Ouest comme une victoire du modèle occidental (démocraties libérales). Ce sentiment se retrouve explicitement dans de nombreux rapports des organisations internationales présentes dans les pays de l'Est qui disqualifient l'expérience soviétique. Malgré leur diversité, il se dégage une certaine vision uniforme¹⁰ des réformes à mener, dans un discours qui s'apparente de plus en plus à la langue de bois. Certains prédisaient la fin de l'histoire (Fukuyama 1992) pour décrire la diffusion d'un ordre politique démocratique et d'un ordre économique libéral unique balayant les autres formes de gouvernance. Après plus d'une décennie, on est amené à penser qu'il se joue autre chose actuellement.

L'effondrement de l'Union soviétique n'a pas du tout été vécu par les élites ou les populations d'Asie centrale comme une victoire. La forte nostalgie¹¹ de cette époque est d'ailleurs prégnante encore aujourd'hui parmi la population kirghize qui évoque souvent la disparition de l'ordre soviétique en termes de pertes (niveau de vie, puissance, etc.). Abandonnées par Moscou, les élites de cette petite république ont dû se convertir au catéchisme international de la démocratie pour capter l'argent international. Il ne faut pas pour autant réduire cette conversion à l'imposition de la domination internationale. Les stratégies mises en œuvre par les autorités ou les citoyens pour se confronter aux nouvelles contraintes montrent une capacité à résister et à manipuler les nouvelles conditions imposées par l'extérieur.

L'importance des contraintes extérieures

Il faut tenir compte des conditions de vie, des ressources disponibles dans cette société pour comprendre les transformations politiques de ce petit pays qui était l'une des républiques soviétiques les plus pauvres de l'Union. À l'instar de son voisin kazakh, le pays ne recèle pas de ressources en hydrocarbures lui permettant de construire un ordre politique et social sou-

verain. Rapidement, la société kirghize est passée d'une dépendance à l'égard de Moscou¹² à la dépendance internationale. En quelques années, le Kirghizstan indépendant est devenu un « protectorat globalisé »¹³. Il a opté officiellement pour la « thérapie de choc » (Abazov 1999) pour s'assurer le soutien des chancelleries occidentales et des organisations internationales consistant à désengager l'État de nombreux secteurs d'activités. Le Kirghizstan s'est considérablement endetté auprès des bailleurs de fond internationaux¹⁴ et la politique économique dépend aujourd'hui fortement des injonctions du FMI et de la Banque mondiale. La politique de santé est assurée en grande partie par un tissu d'ONG internationales dans un contexte de déliquescence du service public. L'éducation a été privatisée, permettant le développement de nombreuses universités étrangères (américaine, russe, turque, etc.) sous l'égide de diverses fondations (Soros, Fatulla Gulan, etc.). Du point de vue de la sécurité, le Kirghizstan a multiplié les accords militaires et accueilli une base militaire russe et une base militaire américaine. Du point de vue religieux, des ONG saoudiennes ont assuré le financement de nombreuses mosquées mais elles sont concurrencées par des ONG chrétiennes qui mènent un prosélytisme actif en Asie centrale. De son côté, le système politique a été réformé sous l'égide du PNUD, de l'OSCE, de l'Union européenne, de fondations et de d'ONG étrangères.

L'intervention des organisations internationales entend mettre fin d'une certaine manière à l'État providence (*welfare State*) qui assure la solidarité et la sécurité dans certains domaines de la vie sociale. La privatisation (les ajustements structurels), la démocratisation, le dés-

10. Cf.: « Les mots du pouvoir: sens et non-sens de la rhétorique internationale », *Nouveaux Cahiers de l'UUED*, PUF, mars 2002, n° 13.

11. La décision du gouvernement kirghize d'enlever en 2003 (bien tardive) la statue de Lénine sur la place centrale a donné lieu à de nombreuses protestations et manifestations.

12. La république kirghize était l'une des plus pauvres d'URSS. Elle recevait plus que ce qu'elle ne donnait à l'Union.

13. Je propose cette expression pour décrire une nouvelle forme d'espace politique. Le Kirghizstan a la caractéristique d'être un État indépendant dont de nombreuses prérogatives de l'État sont assurées par des acteurs étrangers. On retrouve cette situation ailleurs dans le monde qui se différencie d'un modèle post-colonial dans lequel le poids de l'ancienne puissance coloniale est dominant (Zimbabwe, Côte d'Ivoire) alors qu'au Kirghizstan les acteurs sont variés (plusieurs États, Organisations internationales, ONG) et la Russie ne joue plus un rôle dominant.

14. L'endettement du Kirghizstan dépasse la moitié de son PIB, cf. Pomfret R., *op. cit.* Le Kirghizstan est sur le point d'intégrer au sein de la Banque mondiale, le club des pays les plus endettés.

engagement de l'État dans l'éducation, la santé ont modifié le rôle joué par l'État. Il est impossible ici d'être exhaustif tellement les acteurs sont variés et nombreux. En tout état de cause, les relations entre la société et l'État se sont considérablement modifiées après une décennie d'indépendance. On s'attachera plus particulièrement à décrire cette situation à travers les modifications du système politique et l'émergence de formes associatives dans le domaine de la société civile.

**Le déplacement du pouvoir
de l'administration présidentielle
au Parlement**

Si d'un point de vue des idées et du discours, les élites kirghizes se sont adaptées à la vulgate démocratique, dans la pratique les choses sont plus complexes. Le système politique fonctionne sur un régime présidentiel qui a considérablement évolué depuis 1991. Dans un premier temps, c'est avant tout le président et son administration qui jouaient un rôle déterminant dans la vie politique et législative. Depuis la fin des années 1990, le pouvoir s'est déplacé de l'appareil présidentiel (*Bieli Dom*) vers le Parlement (*Jogorku Kengesh*). On peut le constater à travers les réactions des parlementaires face à certaines décisions présidentielles¹⁵ mais aussi à travers l'actuelle réorientation des stratégies des élites politiques. Dans les premiers temps de l'indépendance, les positions politico-administratives (*Akim, Gubernator*) étaient particulièrement prisées. De nombreux hauts fonctionnaires ont largement profité de cette période de privatisation pour s'approprier les principales ressources du pays dans des

conditions très favorables. Ces personnes après avoir occupé des fonctions administratives importantes, tout en ayant des activités économiques privées, souhaitent désormais entrer ou rester dans le futur Parlement kirghize¹⁶. Un nombre très important de candidats se sont enregistrés pour les prochaines élections législatives. Le processus de démocratisation entraîne un engouement pour les charges électives. Le Parlement (*Jogorku Kengesh*) est amené à jouer un rôle grandissant dans la vie politique kirghize. La réforme de l'État et le retrait d'Akaev renforcent le Parlement comme lieu du pouvoir¹⁷. S'il y a eu un développement du multipartisme, 70% des députés ne sont pas membres d'un parti politique¹⁸. L'appartenance à une faction régionale continue de structurer les rapports de forces politiques. Jusqu'à présent, les partis politiques jouaient un rôle marginal dans la vie parlementaire. L'engouement pour la vie parlementaire s'explique pour plusieurs raisons : la suppression d'une des chambres a réduit le nombre de parlementaires, le nombre de fonctionnaires est en constante baisse. Cette situation accroît la compétition pour le pouvoir politique entre les élites. Le rétrécissement des prérogatives de l'État entraîne *de facto* la marginalisation d'un certain nombre d'hommes ayant joué un rôle important dans l'organisation de la vie sociale au Kirghizstan. C'est la plupart d'entre eux que l'on trouve aujourd'hui au sein d'une prétendue opposition¹⁹. Sans incarner pour autant un projet de société alternatif, ils entendent être de la bataille politique. Parmi les personnes écartées qui souhaitaient se présenter, on peut citer le leader de l'opposition Felix Kulov (*Ar Namys*) et ancien ministre mais aussi plusieurs anciens ambassadeurs²⁰ et ministres.

Par ailleurs au sein même des partisans du président, la raréfaction des postes de hauts fonctionnaires ayant un véritable pouvoir d'influence entraîne une augmentation des conflits au sein des élites, qui s'illustre à travers la prochaine bataille législative. Cette situation donne lieu à la multiplication des partis politiques au sein même du pouvoir en place.

Par exemple, dans la région de Naryn, plusieurs candidats proches de l'actuel pouvoir se sont affrontés. L'ancien gouverneur, Askar Salymbekov, a quitté les fonctions politico-administratives qu'il occupait depuis 1998 pour se présenter (circonscription d'*At Bashi*). Le gouverneur de Naryn est l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays après avoir créé l'un des plus gros marchés d'Asie centrale

15. En 2001, plusieurs parlementaires ont appelé le président Akaev à revenir sur un accord secret conclu avec la Chine concernant la délimitation de la frontière sino-kirghize. Au terme de cet accord, Akaev aurait cédé plusieurs milliers d'hectares à la Chine. Un député du Sud, Beknazarov a alors lancé un mouvement collectif de protestations donnant lieu à des manifestations.

16. Le nouveau Parlement ne comptera qu'une seule chambre avec 89 députés alors qu'avant il y avait deux chambres de 60 et 45 membres.

17. Si l'on compare avec le voisin ouzbek où le parlement ne joue qu'un rôle subalterne, le véritable lieu du politique étant l'administration présidentielle. Cela se reflète notamment au niveau de l'initiative législative.

18. ICG Report « Kyrgyzstan at Ten: Trouble in the « Island of Democracy », *Asia Report* n° 22, 28 août 2001.

19. C'était déjà le cas avec l'ancien Premier ministre F. Kulov, devenu leader du parti politique *Ar Namys*, qui entendait incarner l'opposition au président Akaev après avoir été l'un de ses plus proches collaborateurs.

20. Medetkan Sherimkulov, Usen Sydykov and Mambetjunus Abylov.

dans la ville de Bishkek (*Dordoï*). Salymbekov s'est présenté comme membre du parti *Alga Kyrgyzstan* mais a affronté plusieurs candidats appartenant à différents partis politiques proches du président dont l'ancien gouverneur d'Osh N. Kasiev faisant partie de la nébuleuse présidentielle.

Ces figures du pouvoir représentent tous des partis politiques²¹ affirmant une proximité avec le président. Ces partis, avant de se distinguer d'un point de vue idéologique, incarnent surtout des réseaux de solidarité différents à l'intérieur même de l'État kirghize. Cette lutte oppose des élites ayant un capital politique important, qui ont la maîtrise des ressources clés privatisées pendant les premières années de l'indépendance.

Un proche conseiller d'un candidat à la députation explique cet engouement pour le futur Parlement: «*Maintenant, quand tu es fonctionnaire tu peux te faire vivre du jour au lendemain, ce n'est pas le cas si tu es député [...] et puis maintenant le Parlement va être le lieu d'affrontement entre différents lobbys et il faut y être pour défendre nos intérêts économiques. Mon candidat est intéressé aussi par l'immunité que lui donnera son statut de député pour protéger ses affaires privées.*»

L'ancrage local du député

Ces différents personnages s'appuient sur des intermédiaires locaux ayant une certaine légitimité dans la vie sociale pour faire campagne. Le processus de démocratisation entraîne un développement du clientélisme car les candidats doivent s'assurer le soutien de supporters. Pendant les dernières élections locales (septembre 2004), un climat festif régnait car les différents candidats offraient des banquets pour remercier et conforter leur clientèle politique. Un ancien député d'*At Bashi*, observateur des évolutions de la vie politique déclare: «*Maintenant, les gens adorent la période des élections, les différents candidats envoient gratuitement des camions d'essence, des camions de charbon, il y en a même qui donnent de l'argent pour s'assurer le soutien des villageois.*»

Ces réseaux de solidarité ne s'appuient pas seulement sur une appartenance identitaire «tribale²²» (Gullette 2001). Ils reposent sur des liens complexes qui lient les individus à travers des relations personnelles (amicales, familiales, matrimoniales, professionnelles, etc.) de patronage. Les hommes politiques doivent avoir un ancrage local important pour s'assurer ce soutien populaire. La démocratisation de la vie

politique renforce des pratiques de clientélisme qui témoignent de l'existence de groupes informels (réseaux de solidarité) qui ont une véritable vitalité. Ces groupes ne rentrent pas dans la définition standard occidentale mais ils ont une réelle efficacité sociale.

L'un des responsables de la campagne d'un député de la région de Naryn nous confie: «*Je viens fréquemment l'été pour entretenir les relations avec les gens d'ici. Il faut donner de son temps, manger et boire avec les gens [...] et puis j'ai financé la construction d'un monument, l'été nous organisons des jeux équestres avec des prix, nous aidons l'école aussi. Tu sais il faut donner pour recevoir la confiance des gens.*»

Les responsables politiques ne sont donc pas dépourvus de légitimité sociale et doivent dans un contexte de confrontation politique construire une légitimité politique en redistribuant leur richesse.

Les différentes manifestations locales qui se sont produites au moment du scrutin législatif de mars 2005 ont joué un rôle très important dans la contestation des résultats et du pouvoir d'Akaev. Les candidats marginalisés se sont appuyés sur un mécontentement social grandissant dû à la paupérisation du pays pour contester la validité des résultats. Les différentes formes de contestation ont pu se canaliser grâce aux quelques 8 000 ONG locales du pays.

État, ONG, organisations internationales : des relations complexes

Parallèlement à ces évolutions politiques, la société kirghize a vu se développer un nombre considérable d'ONG. Les chancelleries diplomatiques et les institutions internationales ont favorisé la naissance de ces ONG qui allaient garantir l'émergence d'une société civile.

Quantifier la société civile ?

Selon ces acteurs, la possibilité de quantifier la société civile existe : plus il y aura d'ONG plus la société sera démocratique. Pendant une décennie, ils ont multiplié les projets de développement en s'appuyant sur la création

21. Pour une présentation exhaustive de l'ensemble des partis, cf. ICG Report, n° 84, 2004.

22. Pour une critique de la notion de tribalisme dans la vie politique kirghize, cf. Gullette D., 2002.

d'ONG locales. La création d'ONG, à tous les échelons de la société, devait garantir la naissance de la société civile au Kirghizstan. L'agence de développement américaine (UsAid), l'une des plus actives au Kirghizstan déclare: « *The countries of Central Asia consistently rank at the bottom of the Europe and Eurasia Bureau's NGO Sustainability Index. Kazakhstan, Uzbekistan, Tajikistan and Turkmenistan ranked 21st, 25th, 26th and 28th, respectively. Kyrgyzstan, which has a somewhat vibrant civil society, ranked 11th out of 28 countries in 2000. While the advocacy skills and organizational capacity of NGOs in the region are improving, a historical lack of activism, the legal environment and financial viability continue to constrain their growth.* »

La société civile peut donc se quantifier et certains observateurs analysent les changements de la société kirghize à travers l'importance des ONG: « *Kyrgyzstan has a relatively lively civil society, and the participation of NGOs and independent media in the process is important*²³. »

C'est le cas notamment de l'ONG américaine Freedom House qui quantifie la liberté dans le monde à travers plusieurs critères, dont le nombre d'ONG dans un pays.

Remodeler la société kirghize ?

Les ONG au Kirghizstan, de taille et d'importance variées, concernent de multiples domaines d'actions. L'arrivée d'ONG internationales, d'ambassades et d'organisations internationales a provoqué une hémorragie au sein des élites de l'État kirghize pour travailler au sein de ces différentes organisations. Dans les premières années de transition, l'action des ONG internationales ou des organisations internationales a consisté à éviter tout projet de développement avec l'État, comme si l'État était l'expression du mal. Parmi le personnel kirghize des nouveaux employeurs internationaux, certains d'entre eux ont alors quitté leur fonction pour créer des ONG kirghizes à Bichkek. Ils ont utilisé leur capital social (d'anciens hauts fonctionnaires) pour obtenir la reconnaissance de leur association auprès de l'État kirghize et d'autre part utiliser leur expérience et leurs réseaux professionnels acquis au sein des Organisations ou des ONG interna-

tionales pour capter l'argent international du développement.

Dans un deuxième temps, les grandes ONG nationales²⁴ ont favorisé l'émergence d'un tissu d'ONG dans l'ensemble du pays. Les nouvelles ONG nationales, en proposant leur soutien et leur assistance technique, se placent alors inévitablement dans une relation hiérarchique avec ces petites ONG locales. Les financements transitent la plupart du temps par les grandes ONG de Bishkek, qui dépendent elles-mêmes de financements étrangers.

Par exemple, l'agence américaine délègue son action à de grandes ONG pour assurer sa diffusion dans le tissu social kirghize: « *USAID's efforts to encourage the development of stronger and more sustainable organizations in Central Asia are pursued through three complementary programs: Counterpart Consortium's NGO support initiative, which is active in all five countries of Central Asia; the National Democratic Institute's (NDI) work with civic partners in Kazakhstan and Kyrgyzstan and the Initiative for Social Action and Renewal's (ISAR) work with environmental NGOs throughout Central Asia*²⁵ [...] ».

En conséquence, contrairement à ce que prétendent de nombreux acteurs du développement, on a assisté à un processus impulsé par le haut vers le bas et non pas l'inverse. Elle a permis l'émergence d'une nouvelle élite « d'experts locaux » très liée à la présence des organisations internationales et des ONG. Ces ONG comptent très peu de bénévoles et s'appuient sur un personnel rémunéré. La professionnalisation repose donc non pas sur une association volontaire d'hommes qui autofinancent leurs activités mais sur un recrutement salarial. Cependant, une ONG réunit des compétences mais elle repose aussi, souvent, sur des formes de solidarité qui préexistaient à la constitution de ce type d'organisation.

La quasi-totalité de ces organisations sont autonomes à l'égard de l'État kirghize mais elles ne reposent pas sur le financement de citoyens kirghizes. Elles dépendent exclusivement des financements étrangers, ce qui limite considérablement leur autonomie.

Dans le souhait des utopistes internationaux, l'ONG devrait comporter des vertus qualitatives (transparence, association libre, éligibilité, etc.). Dans la réalité, on constate que les ONG reprennent les réseaux de solidarité que l'on observe au sein de l'État. Ces ONG kirghizes

23. Cf. International Crisis Group, *ICG Report*, n° 84, 2004.

24. Il s'agit souvent d'une filiale d'une grande ONG internationale.

25. Cf. site Internet de *UsAid*.

développent une nouvelle forme de dépendance à l'égard de l'étranger sur laquelle il faut s'interroger. L'ONG sous-tend l'idée de « non-profit » qui fausse la question du statut social de cette nouvelle élite dans la société kirghize. Les salaires, les privilèges (voiture de fonction, voyages, etc.) sont des éléments clés pour comprendre la naissance d'une élite liée à l'expertise internationale.

Il existe donc une relation complexe entre organisations internationales, ONG nationales et ONG locales. De plus en plus, les ONG nationales deviennent des sous-traitants pour la politique de développement d'États ou d'organisations internationales et ces ONG nationales s'appuient sur un tissu d'ONG locales fortement dépendantes d'elles.

On retrouve ce schéma dans la réalité sociale kirghize: une petite ONG opérant dans un village, cette dernière dépend d'une ONG nationale installée à Bichkek qui est elle-même financée par une agence de développement (style *UsAid*) ou une organisation internationale étrangère.

De la vie sociale planifiée au monopole du projet: le cas d'un village de la vallée de Naryn

Il n'existe pas, aujourd'hui, un village au Kirghizstan qui ne compte une ou plusieurs ONG. Il n'y a pas un chef de village qui n'ait entendu parler de *UsAid*, de la Banque mondiale ou de société civile. La nécessité de créer des ONG s'est imposée dans le tissu social kirghize car les pouvoirs locaux ne pouvaient pas solliciter directement l'aide internationale ou l'assistance d'une grande ONG. Cette situation relativise l'autonomie de ces petites organisations.

L'impulsion a été donnée par ces nouvelles organisations comme le reflète l'orientation des projets. Dans l'Oblast de Naryn, la plupart des ONG travaillent sur des thèmes identiques (le statut des femmes, l'environnement, l'eau). Pourtant, les bailleurs de fonds précisent qu'ils financent des projets sur des initiatives qui viennent d'en bas (*grassroot level*).

Ces projets résultent d'une orientation décidée par les bailleurs de fonds beaucoup plus que d'une initiative locale ou d'une priorité nationale. Le président d'une ONG de Baetov explique: « *Ici il y a beaucoup de chômage, je possède quelques hectares de terre et un petit troupeau mais cela ne suffit pas pour vivre alors j'ai*

*fait un projet pour créer une ONG sur l'écologie, il paraît que c'est un thème porteur [...] cela peut nous faire un complément de revenu*²⁶. »

Certains lieux qui auraient réellement besoin d'aide en sont complètement dépourvus. Le désengagement de l'État a provoqué la fermeture de nombreuses entreprises et une augmentation du chômage. De nos jours, plusieurs milliers de ruraux installés de manière précaire à Bichkek se retrouvent tous les jours le long de l'avenue Maladaja Guardia. Sans protection sociale, sans contrat de travail, ces journaliers sont exploités par des entrepreneurs sans complexe. L'État kirghize, les organisations internationales ou les ONG sont complètement absentes²⁷ de ce nouveau décor social, un journalier confie: « *J'aimerais bien savoir ce qu'ils font de l'aide humanitaire [...] la dernière fois, nous avons été embauchés pour décharger des sacs de nourriture à l'aéroport pour une ONG... qu'est ce qu'ils en font, nous on en aurait besoin ici!* »

Ce constat amène à s'interroger sur la réception des projets véhiculés par les acteurs extérieurs. Les préoccupations internationales ou occidentales n'étant pas forcément celles de la société kirghize (écologie, statut des femmes). Une responsable d'une ONG américaine souligne: « *La situation des femmes est particulièrement difficile ici et j'essaye de les sortir de leur condition qui se réduit souvent à une vie domestique.* » Après le départ de la responsable, deux femmes kirghizes précisent: « *Ce projet est important pour nous, car nous étions sans travail [...] Et puis, C. est vraiment très gentille. On veut l'aider car la vie n'est pas marrante pour elle. Elle est seule ici, loin de chez elle, elle est célibataire, elle n'a pas d'enfants et va avoir bientôt quarante ans, c'est une catastrophe pour une femme.* »

La confrontation de ces deux visions du monde mérite méditation. Il apparaît que la création d'une ONG locale s'apparente avant tout à une stratégie pour capter des ressources financières dans cette région particulièrement pauvre. Dans une situation de désengagement de l'État de nombreux secteurs d'activités, la création d'une ONG peut être aussi une nécessité pour capter des ressources financières afin d'assurer les activités indispensables de la vie sociale. Dans la région de Naryn, les pouvoirs

26. Entretien personnel réalisé en octobre 2004.

27. En revanche, les mouvements islamistes sont déjà actifs parmi ces jeunes...

locaux (*Ail Okmoti*) n'ont plus de budgets suffisants pour entretenir les canaux d'irrigation et le circuit d'eau potable. Le chef d'un village explique : « *Nous allons créer une ONG car nous devons trouver les moyens de payer la réparation des canaux d'irrigation, c'est vital pour nous.* » Dans une région où la superficie des terres cultivables est réduite, les terres irriguées deviennent un enjeu social majeur. Par ailleurs, le développement de l'agriculture entraîne la nécessité d'améliorer les canaux d'irrigation. La Banque mondiale et la plupart des organisations internationales susceptibles de financer ce type de projet refusant de travailler avec les autorités locales, la création d'une ONG s'impose. L'*Ail Okmoti* du village explique : « *Il y a un jeune de chez nous à Bichkek qui connaît bien le système de UsAid, il nous a dit de créer une association... je n'ai pas le droit d'être le président, j'ai mis le Murab et nous avons gagné la bourse.* »

On observe de fait le passage d'une dépendance envers l'État kirghize à une dépendance des ONG et des organisations internationales. Le président de l'ONG, qui est le *Murab*²⁸ du village, dit « *On attend la décision... maintenant on dépend des décisions de Washington.* » En évoquant le siège social de la Banque mondiale, le *Murab* illustre d'une certaine manière la nouvelle configuration dans laquelle se trouvent de nombreux villages kirghizes.

Les organisations internationales souhaitent éviter les représentants de l'État, mais les ONG locales ne sont souvent qu'une simple duplication du pouvoir local. Dans un village voisin, le président de l'ONG travaillant également sur des problèmes d'eau s'est transformé en opposant politique. À la tête d'un budget nettement plus important que celui de la municipalité, il est devenu un acteur majeur de la vie sociale. Il est devenu un pouvoir contestataire contre le chef de village démocratiquement élu mais n'ayant pas pour autant de ressources à utiliser pour mener les investissements nécessaires. La légitimité du président de l'ONG s'appuie sur sa capacité de capter un financement extérieur et d'en faire bénéficier certains habitants. Il a notamment utilisé une bourse pour créer un réservoir d'eau pour quelques paysans du village. Cette situation

28. Terme kirghize traditionnel pour définir la personne qui a pour fonction de s'occuper de l'entretien des canaux d'irrigation et de la distribution de l'eau.

29. L'ONU a octroyé une bourse au Kirghizstan pour créer une commission électorale indépendante.

engendre une nouvelle inégalité dans la répartition de l'eau au sein de la communauté. De nouveaux conflits se font jour car l'apparition d'une nouvelle ressource (l'argent des ONG) ne bénéficie pas forcément à l'intérêt général. Cette nouvelle forme de figure du pouvoir local n'a pas de compte à rendre à sa communauté car sa légitimité s'appuie sur un financement extérieur. À la différence des *Ail Okmoti*, les présidents d'ONG n'ont souvent qu'une représentativité limitée dans la vie sociale.

Dans un cas comme dans l'autre, l'ONG est immédiatement liée à une question de pouvoir car elle génère l'arrivée d'une ressource supplémentaire dans un espace social défini. Elle se trouve parfois liée au pouvoir politique local, mais parfois s'y oppose. Dans cette situation se pose la question de la légitimité et de la représentativité de ce pouvoir émergent.

ONG locales et autonomie

Les ONG locales ont joué un rôle important au moment de la « Révolution des tulipes », notamment à travers une coalition d'ONG chargée d'observer les élections. Le Kirghizstan, soucieux de respecter l'ensemble des critères internationaux en matière de scrutin électoral a favorisé, grâce au soutien de l'ONU²⁹, d'une ONG et d'une fondation américaine, des observateurs indépendants (membres d'ONG locales). Sous la houlette de *Koalitsia* (*Coalition for democracy and civil society*), les membres d'ONG locales susceptibles d'incarner « la société indépendante » ont alors été chargés d'observer les procédures électorales. Au cours de l'élection présidentielle de juillet 2005, je tente d'interroger dans un village de la région de Naryn deux observateurs qui suivent attentivement le déroulement de la procédure. Un de ces derniers me répond : « *Je ne suis pas autorisé à répondre, est ce que vous avez une autorisation écrite pour me poser ces questions ?* »

Ce type de réflexe fait penser à des comportements sociaux qui étaient fortement ancrés à l'époque soviétique. La conception de l'autonomie repose sur des critères différents des sociétés familiarisées à la démocratie et peut difficilement évoluer brutalement. Dans la société kirghize, la conception de l'autorité et du respect d'une hiérarchie sociale clairement codifiée demeurent des éléments centraux des rapports sociaux. Cet observateur ne faisait que me rappeler qu'elle n'était qu'un élément d'une structure plus complexe à laquelle il appartient.

Koalitsia: «une coalition d'ONG»

«Koalitsia», l'une des plus importantes ONG kirghizes, chapeaute un réseau d'ONG locales. Elle compte aujourd'hui 160 partenaires et sa mission est «d'augmenter la société civile» (*increase civil society*). Elle est active dans le domaine de l'observation électorale (*monitoring*), dans l'éducation civique (*advocacy*), la décentralisation à travers des programmes sur les pouvoirs locaux (*local governance*). Cette organisation finance par ailleurs un journal (*Demokrat*) qui est qualifié souvent de journal d'opposition. Cette grande ONG nationale kirghize est financée par UsAid et le National Democratic Institute (NDI) qui est la fondation du parti démocrate américain. La fondation³⁰ déclare sur son site internet: «*In Kyrgyzstan, NDI continues to work with the Coalition for Democracy and Civil Society in order to strengthen the organization, to increase citizen participation, and to foster citizen activity to influence public decision-making at the local, regional and national levels. The Coalition actively participated in monitoring the parliamentary and presidential elections in 2000. Additionally, the Coalition lobbied against government-sponsored campaigns to restrict the activities of Kyrgyzstani NGOs.*»

Le National Democratic Institute, dont on a beaucoup entendu parlé pour son rôle dans les changements politiques en Serbie, Géorgie et en Ukraine, est très présent au Kirghizstan dans le domaine de la société civile. Dans la brochure de présentation générale des activités de la fondation à l'étranger, une ambiguïté mérite d'être relevée: «...*Le NDI épaula les démocrates nationaux dans leur lutte courageuse contre les forces résistantes à la promotion des changements politiques pacifiques. La mission du NDI reflète les valeurs morales des États-Unis et en défend les intérêts stratégiques.*» On pourrait se demander si la promotion de la démocratie est systématiquement en relation avec les intérêts stratégiques des États-Unis. Les différentes organisations liées au National Endowment for Democracy (NED)³¹ exercent leurs activités de promotion de la démocratie dans des pays où cela ne risque pas de remettre en cause la présence stratégique américaine³².

Un membre de Koalitsia est conscient de la limite du rôle des ONG: «*On ne peut pas dire qu'elle fonctionne, le problème c'est les gens et pas le gouvernement avec qui cela se passe bien... et puis la plupart de nos ONG ne fonctionnent pas sauf pour capter de l'argent... d'ailleurs nous avons décidé de ne pas travailler uniquement*

avec les ONG mais aussi avec des gens qui sont actifs tout simplement qu'ils soient membres d'une ONG, fonctionnaires ou autres...»

Il faut saisir le rôle de l'émergence de ce type d'ONG nationale dans l'histoire de l'«ongénisation» des sociétés. À la fin des années 1990, la nécessité de créer une nouvelle dynamique s'impose au sein de la nébuleuse internationale (Rist 2002). Une fois acceptée la vision libérale d'un État minimal, il s'avère nécessaire de recréer des structures de cohérence pour faire face à l'éparpillement des ONG locales et planifier les politiques qui ont été mises en place. Ce n'est plus forcément au politique que l'on demande de remplir ce rôle mais aux ONG de s'organiser en «coalition». L'histoire de Koalitsia en constitue un excellent exemple

a) Koalitsia et le NDI

Koalitsia est créée en 1998 et reprend à l'identique le modèle de coalition d'ONG pour la société civile qui existe dans la plupart des pays de l'Est. Elle est l'équivalent du CESID³³ en Serbie, du CVU³⁴ en Ukraine, de ISFED³⁵ en Géorgie.

Au moment de sa création, Koalitsia est dirigée par une femme militante, Tolikan Ismailova qui s'oppose très fréquemment à la politique du gouvernement Akaev. Son engagement contribue rapidement à médiatiser son organisation aux niveaux national et international. Après le référendum de 2001 et l'emprisonnement du député de l'opposition, Beknazarov, elle décide de se présenter à un scrutin électoral malgré les réticences de la fondation américaine: «*Le représentant de NDI m'a convoqué pour me demander de démissionner... je n'ai pas compris pourquoi je devais quitter mon organisation... j'ai répondu que c'était notre organisation et qu'il ne fallait pas qu'il s'immisce dans notre fonctionnement, qu'elle appartenait aux Kirghizes. Le représentant de NDI m'a dit que Koalitsia était une propriété de NDI et m'a obligée à par-*

30. La présidente actuelle est l'ancienne secrétaire d'État aux affaires étrangères, Madeline Albright.

31. National Endowment For Democracy est l'organisme parapublic qui finance notamment les deux fondations du parti démocrate et républicain chargées d'exporter la démocratie.

32. On constate par exemple une activité relativement faible dans des pays comme l'Arabie Saoudite, le Turkménistan ou le Kazakhstan où des enjeux pétroliers sont très importants.

33. Centar za Slobodne Izbore i Demokratiju: centre pour des élections libres et démocratiques.

34. Committee of Voters in Ukraine: comité des électeurs en Ukraine.

35. International Society for fair Elections and Democracy: société internationale pour des élections libres.

tir... comme nous étions financés à 99% par eux, j'ai donc laissé la place au jeune Edil Baïsalov que les Américains avaient choisi pour me remplacer.»

Exercer le pouvoir au sein de cette organisation ne s'appuie pas sur une légitimité issue «d'en bas». Edil Baïsalov n'a pas été élu par les différents membres de la coalition et il est salarié de son organisation. Il confie qu'il choisit lui-même les ONG et souligne que «il n'en faut pas plus d'une par village». Cette organisation n'est donc pas le résultat de forces sociales souhaitant se regrouper dans une organisation paritaire. Très souvent ces ONG locales n'estiment pas elles-mêmes qu'elles incarnent une force sociale de contestation.

La création des ONG locales résulte souvent d'une orientation qui a été décidée par les bailleurs de fonds, elle est moins souvent le résultat d'une initiative locale ou d'une préoccupation locale. En conséquence, l'activité étrangère est présente dès la formation de *Koalitsia*. Pour comprendre la recomposition du pouvoir dans ces sociétés, il ne suffit pas de réduire l'«*ongénisation*» soit à un phénomène purement exogène soit à une création locale. Il s'agit de la rencontre d'acteurs locaux et transnationaux qui entretiennent des rapports et qui induisent des déplacements de pouvoir. L'éviction de Tolikan Ismailova souligne la dépendance financière et politique de *Koalitsia* car le National Democratic Institute est son bailleur exclusif. L'actuel président, Edil Baïsalov, le reconnaît volontiers: «*nous disposons d'un budget de 110 000 euros exclusivement de NDI... je ne fais pas partie de ceux qui dénie le rôle capital des Américains dans les événements de mars, sans le soutien extérieur nous n'existerions pas*³⁶.» Si ce type d'organisation n'a effectivement plus de rapport direct avec le gouvernement kirghize, il développe néanmoins d'autres formes de dépendance à l'égard du nouveau pouvoir d'une fondation politique étrangère. Au-delà du problème de l'autonomie matérielle, se pose la question des procédures pour désigner un représentant légitime. *Koalitsia* s'approprie et s'arroge le rôle de représentant d'une société civile contestataire en s'appuyant sur l'existence de son réseau qui réunit 170 ONG sur l'ensemble du territoire kirghize mais dont la consistance réelle reste à analyser.

36. P. Shishkin: «Ripple Effect: In Putin's Backyard, Democrats stir», 25/02/05, *The Wall Street Journal*.

37. *Koalitsia* a été à l'origine – grâce au soutien de différentes ONG internationales – de la création du mouvement étudiant KelKel.

*Koalitsia*³⁷ occupe une place stratégique dans le paysage politique à partir de l'année 2000 par ses actions. Son action se concentre sur la réalisation de «*monitoring*» électoral, qui consiste à observer les élections, produire des sondages, des statistiques et à organiser la diffusion d'informations électorales auprès des médias nationaux et internationaux. Pour ce faire, *Koalitsia* s'appuie sur ses 170 ONG locales. Elle participe au processus de légitimation/dé légitimation du nouveau pouvoir issu des urnes. Elle met en place une campagne de participation civique dite «positive», consistant à mobiliser les citoyens qui se sentent généralement peu concernés par les élections. Edil Baïsalov organise aussi une campagne dite «négative» qui consiste à diffuser des informations sur la corruption et l'illégitimité du régime.

Koalitsia est exclusivement composée de citoyens kirghizes et le bureau central s'appuie sur de jeunes salariés. Le parcours de son directeur, Edil Baïsalov, témoigne de l'émergence de nouvelles élites ayant des références intellectuelles et des expériences humaines différentes de celles qui étaient au pouvoir. Son cursus est intéressant, car il est sensiblement le même que celui de milliers de jeunes qui animent aujourd'hui les grandes ONG des pays de l'Est et qui sont investis dans la conquête du pouvoir.

Baïsalov est issu d'une famille de fonctionnaires de la région de Naryn. Son père était ambulancier et sa mère médecin. Il confesse: «*mes parents étaient sceptiques et critiques face au régime soviétique*». Il commence ses études à l'université de Naryn avant de remporter un concours organisé par l'ambassade américaine qui lui offre l'opportunité en 1993 de poursuivre ses études en Turquie pendant deux ans. Il décroche ensuite une bourse (IREX) pour aller aux États-Unis à l'université de Columbus (Caroline du Nord). Il revient ensuite dans la capitale kirghize et intègre la nouvelle université américaine, devenue depuis l'institution universitaire la plus prestigieuse du pays. Il travaille d'abord quelques années pour une entreprise privée suisse où selon ses dires: «*j'ai appris comment corrompre un vice-premier ministre pour le business*». Finalement, après plusieurs emplois, il entend parler de *Koalitsia* alors qu'il est à la tête de l'association des juristes kirghizes. Après avoir été quelque temps le bras droit de la présidente Tolikan Ismailova, le National Democratic Institute pousse la fondatrice à la démission pour mettre Edil Baïsalov à sa tête (2001) à un moment où l'organisation a gagné en audience et devient un réel enjeu de pouvoir au niveau national.

Ses activités lui valent plusieurs arrestations dont une, en 2003, pour ne pas avoir régularisé sa situation à l'égard de ses obligations militaires. Ces événements médiatisent son organisation et sa personnalité dans l'ensemble du pays. Baisalov lance le journal *Demokrat* qui relaie les idées du mouvement étudiant Kel-Kel³⁸ avant les élections législatives fatidiques pour le pouvoir. Il organise régulièrement des conférences de presse pour informer la presse internationale de la situation politique du pays. Il jouit d'ailleurs d'une audience particulière auprès du microcosme des organisations internationales, des ambassades et des ONG occidentales. Son organisation joua un rôle déterminant au moment des élections de mars 2005 parce qu'il a la capacité d'observer les élections, de remettre en cause la fiabilité du scrutin électoral et de médiatiser différentes formes de contestations locales.

b) Des élections sous haute surveillance

Koalitsia s'insère dans une architecture complexe de l'observation électorale au Kirghizstan, qui regroupe des acteurs internationaux comme l'OSCE, des acteurs transnationaux comme ENEMO³⁹ mais aussi, de manière plus surprenante, le groupe de Shangaï⁴⁰. On connaît l'activité de l'Organisation de sécurité de coopération en Europe (OSCE) qui obtient régulièrement des mandats d'observation électorale dans les pays de l'Est. Cette dernière a déployé plusieurs centaines d'observateurs en mars 2005 au Kirghizstan. Ce sont des diplomates, des fonctionnaires ou des «représentants de la société civile» envoyés par les ministères des Affaires étrangères des pays membres de l'organisation. L'OSCE fait donc appel à un important contingent de représentants d'ONG venant d'autres pays de l'Est comme, par exemple, des membres du CESID serbe. Comme Radivoje Grujic, responsable du CESID à Loznica, observateur court terme pour l'OSCE à Bichkek, déclare: «*je suis salarié du CESID et je suis devenu expert en élection depuis la révolution de Belgrade. J'ai aussi fait l'Ukraine et j'attends avec impatience de voir ce que l'on va faire ici. Avant j'ai fait des missions pour ENEMO et maintenant c'est la consécration puisque je suis observateur pour l'OSCE*». *Le microcosme des ambassades occidentales, des organisations internationales et celui des ONG ne sont pas des éléments hermétiques. Sur le terrain, il existe des relations étroites entre les observateurs qui sont regroupés sous différentes bannières. Radivoje Grujic souligne « nous nous connaissons pour la plupart car nous sommes comme une caravane qui se retrouve au gré des élections. »*

Au moment de l'élection, malgré la neutralité et l'impartialité affichée des différentes organisations, un certain nombre d'observateurs affichent clairement leur intention de participer au déboulonnage d'Akaev. Natalia Toropova, une Ukrainienne, salariée du National Democratic Institute (NDI) à Kiev et observatrice court terme pour l'OSCE, dit: «*Je travaille pour le NDI à Kiev, nous avons beaucoup œuvré pour déboulonner Kouchma en Ukraine et je suis ravi de participer à cette mission pour faire la même chose avec Akaev.*»

Le scrutin de mars 2005⁴¹ se déroule donc sous une pression maximale pour le gouvernement kirghize, symbolisée par la présence de parfois dix observateurs dans un même bureau de vote. L'ONG kirghize *Koalitsia* déploie également ses observateurs, avant et pendant le scrutin. Son rôle est déterminant car elle médiatise l'invalidation de candidats et fait écho aux protestations locales (manifestations, barrages de route, etc.) qui sont immédiatement diffusées par les grands médias internationaux. Cela sera notamment le cas au moment des premières manifestations d'invalidation de candidats dans la ville de Kochkor (Oblast de Naryn). Pendant la campagne électorale, le candidat du parti social démocrate kirghize, Akilbek Japarov, organisa en collaboration étroite avec le représentant du bureau régional de NDI, l'expert long terme de *Koalitsia*, la diffusion d'informations contestant l'attitude de l'administration à son égard enclina à favoriser un autre candidat proche de la nébuleuse présidentielle. Ce dernier qui ne se réclame pas pour autant membre de l'opposition, organisera un ensemble de protestations (blocage de routes, manifestations, etc.) dans sa ville qui seront rapidement médiatisées par *Koalitsia* auprès des grands médias internationaux. Au moment du scrutin, le réseau d'observateurs de *Koalitsia* permet de médiatiser les fraudes mais aussi de produire des résultats alternatifs qui viendront contester la légitimité

38. Kel-Kel est un mouvement étudiant qui se réclame d'Отпор, de Kmara ou Pora, même si le rôle de ce mouvement au Kirghizstan n'est pas aussi important que ceux de Serbie ou d'Ukraine.

39. Voir ci-après, European Network of Election Monitoring Organizations, <http://www.enemo.org.ua/>

40. Il faut préciser que le groupe de Shangaï et la CEI ont déployé quelques observateurs au cours des élections de mars 2005 faisant suite aux critiques émises par la Fédération de Russie sur le rôle de l'OSCE dans les changements politiques en Ukraine et en Géorgie.

41. Cette élection a été l'occasion de mener une observation participante au sein de l'OSCE comme observateur court terme dans la région de Naryn.

des résultats officiels. *Koalitsia* peut compter sur la logistique des dix-huit centres de NDI pour faire parvenir rapidement les informations par l'Internet, le fax ou le téléphone.

Après le scrutin, *Koalitsia* a joué un rôle déterminant dans l'organisation de la protestation et des manifestations populaires. Par sa capacité à attirer les plus grands médias nationaux et internationaux, Edil Baïsalov diffuse des informations redoutables contre le gouvernement Akaev. La coalition participe à l'élaboration de la stratégie non-violente qui consiste à organiser une campagne civique ayant un volet positif: la formation civique, l'incitation des citoyens à voter et un volet négatif visant à délégitimer le gouvernement en stigmatisant les pratiques de corruption et de fraudes.

Avant les législatives, *Koalitsia* et Edil Baïsalov contribuent quelques mois auparavant à la formation du mouvement de jeunesse Kel-Kel dont l'un de ses collaborateurs devient membre fondateur. Il lance en décembre leur manifeste dans les colonnes du journal *Demokrat*⁴². Il confie: «*Le mouvement Kel-Kel, je les connais très bien, le mouvement a même commencé ici dans mon bureau avec un collaborateur de Koalitsia et quelques étudiants.*» De nombreux étudiants sont d'ailleurs aussi membres d'ONG qui ont participé à l'observation électorale sous la bannière *Koalitsia*.

Koalitsia, Kel-Kel et la coalition d'opposition organisent et fédèrent les différents collectifs répartis sur l'ensemble du pays afin de canaliser le mécontentement populaire qui est médiatisé par la radio Azatik (Free Europe) et le journal privé MSN (financé par Freedom House). Ils contribuent à donner une unicité à un mouvement très éclaté et participent à l'élaboration et à la diffusion des symboles (cou-

leurs, Tee Shirts, drapeaux, etc.) incarnant un consensus collectif. Cependant, Kel-Kel n'a pas joué un rôle aussi important que celui d'Otpor en Serbie. Sa formation apparaît très tardive et l'initiative civique provient essentiellement de *Koalitsia* qui apparaît être le fer de lance de l'organisation de la protestation.

Koalitsia n'est pas uniquement un réseau d'acteurs locaux, elle s'apparente à une structure de pouvoir qui part du local, avec son tissu d'ONG remontant jusqu'au national, et qui a la capacité de concurrencer l'État dans sa faculté de produire des résultats électoraux. Elle contribue donc de manière décisive à la validation et la légitimité d'un succès électoral. *Koalitsia* s'approprie aussi le discours populaire de mécontentement généralisé dans le pays en prétendant incarner «la société civile» contre la tyrannie du pouvoir. Cette capacité à incarner à un moment donné le mécontentement lui permet de s'imposer comme un acteur consensuel.

Koalitsia s'était préparée à jouer ce rôle depuis plusieurs années. Les membres de l'organisation ont participé à de nombreuses formations et séminaires consacrés à la lutte non-violente. C'est au cours de ces séminaires que sont notamment diffusées les théories de la lutte non-violente de Gene Sharp et le film devenu culte sur le mouvement Otpor «*Bringing Down a dictator*». *Koalitsia* bénéficie d'un savoir-faire dans l'organisation des manifestations, la mise en place de techniques pour déstabiliser le gouvernement, qui ne peuvent se réduire à une simple invention locale. Cette formation repose sur des relations qui se sont nouées entre des acteurs locaux et des acteurs transnationaux qui forment des réseaux dans lesquels circulent des personnes et des idées.

c) *Koalitsia* et ENEMO:

du réseau national au réseau transnational

Ce savoir-faire, Baïsalov et *Koalitsia* l'ont acquis aussi au sein du réseau transnational ENEMO⁴⁴ qui est une coalition transnationale d'ONG nationales⁴³ «est européennes», ENEMO dans laquelle on retrouve le CESID, ISFED ou le CVU. Ce réseau, créé en 2001 lors de la conférence d'Opatija en Croatie, est financé par les grandes fondations ou ONG américaines comme «Freedom House⁴⁵», la fondation Open Society de Georges Soros, l'Eurasian foundation, le National Democratic Institute et l'International Republican Institute⁴⁶ c'est-à-dire leurs principaux bailleurs de fonds au niveau national. ENEMO participe à des observations électorales et organise fréquemment pour ses membres des for-

42. P. Shishkin: «Ripple effect: in Putin's Backyard, Democracy stirs», *The Wall Street Journal*, 25/02/05.

43. La nécessité de constituer des réseaux transnationaux constitue un débat intellectuel intense aux USA, cf. par exemple Ann Florini: «Reading room: The First Force: the Rise of transnational Society», Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC, 2001.

44. European Network of Election Monitoring Organizations, <http://www.enemo.org.ua>, Réseau européen pour l'organisation de monitoring électoral.

45. Freedom House est une ONG américaine très présente dans les pays de l'Est, elle est dirigée actuellement par l'ancien directeur de la CIA, James Woosley.

46. International Republican Institute (www.iri.org), est la fondation du parti Républicain américain. Elle est dirigée par le Sénateur John Mc Cain, très influent sur les questions de la promotion de la démocratie.

mations sous forme de « *summer camps* » et de séminaires où se créent des sentiments d'appartenance entre ces nouvelles élites qui partagent des valeurs communes autour de la démocratie. Baisalov reconnaît volontiers que participer à cette nébuleuse d'ONG ne peut pas être seulement le fruit du réveil de la société civile kirghize. Posséder une ONG devient un enjeu de statut social : « *Avoir une ONG comporte des dimensions économiques bien sûr, celui d'avoir un salaire [...] mais pas seulement le fait d'avoir un salaire, c'est aussi un mode d'appartenance à l'international, on voyage, on parle anglais, on côtoie d'autres jeunes étrangers.* »

Ce type d'organisation a bouleversé les rapports de pouvoir tant au niveau local que national. Au niveau national, le gouvernement kirghize n'a pas apprécié l'importance de Koalitsia et des ONG et Baisalov raconte : « *Au début personne n'a mesuré l'importance des ONG, d'ailleurs souvent on estimait que c'était une activité réservée aux femmes... cela ne fait que deux ans que le pouvoir a compris notre capacité de nuisance à son égard.* » Koalitsia est ainsi devenu un acteur incontournable de la vie politique. D'ailleurs, la réponse de Baisalov lorsqu'on l'interroge sur son éventuelle participation au gouvernement post-révolutionnaire en dit long sur les déplacements de pouvoir dans cette société : « *Qu'est ce que le gouvernement peut me proposer [...] si j'avais voulu être ministre de l'éducation sous Akaev, j'aurais pu l'être. Ministre de l'éducation, je n'aurais aucun pouvoir. En fait c'est beaucoup plus important d'être là où je suis. J'ai plus de pouvoir qu'un ministre de l'éducation.* »

Les animateurs des ONG locales kirghizes sont donc branchés sur les réseaux transnationaux de la promotion de la démocratie dans lequel les USA occupent la première place mais n'en n'ont pas le monopole⁴⁷. Ces séminaires et *summers schools* permettent aux idées et aux hommes de circuler. Les 11 000 ONG kirghizes constituent des dizaines de milliers d'emplois et ouvrent sur de nouveaux horizons, des conceptions inédites de la vie sociale dans la société kirghize.

Les plus valeureux sont récompensés en leur permettant de participer aux grands événements internationaux encadré par ENEMO. Edil Baisalov a, par exemple, été le chef de la mission d'observation des élections au moment de la révolution orange en Ukraine pour ENEMO. Il déclare⁴⁸ « *son émerveillement devant les événements de Kiev* » et confie l'importance de l'expérience acquise pour lui : « *Pour*

moi, l'Ukraine a été un moment fondateur, cela a été un déclic où j'ai compris que nous allions pouvoir faire bouger les choses au Kirghizstan. »

Ces jeunes animateurs, qui ont souvent eu le même parcours dans les universités américaines ou européennes, partagent des valeurs communes et se construisent une mémoire collective avec des événements fondateurs comme la révolution orange.

En fait, ces « *freedom fighters* » comme on les appelle communément dans le milieu des initiés font partie de cette « internationale de la démocratie » financée par la coopération américaine qui comprend le département d'État américain et des acteurs privés comme les fondations ou les ONG. En marge du sommet américano-russe (février 2005) à Bratislava, le président G. Bush distinguait d'ailleurs certains d'entre eux en organisant une réception en leur honneur. Edil Baisalov rêve à son tour de conquérir la gratification suprême d'un entretien avec le président américain comme l'ont eu ses collègues d'Otpor, de Kmara ou de Pora⁴⁹ pour leur rôle de héros de la révolution des tulipes. Il fait partie du panthéon de la démocratie à l'Est grâce à la médiatisation dont il a bénéficié en mars 2005. Cette médiatisation internationale ne préjuge en rien de sa réelle popularité dans la société kirghize.

d) La liberté et les mouvements non-violents

Parmi les valeurs qui circulent au sein de ces réseaux transnationaux, la question de la disparition des régimes autoritaires forge leur identité. L'ouvrage de Geene Sharp qui s'échange sous les manteaux est devenu un véritable petit livre rouge pour les jeunes. Tous les leaders des mouvements se réfèrent au plaidoyer du politologue américain⁵⁰. À partir d'une analyse historique des grands mouvements non-violents dans le monde, Sharp offre un mode d'emploi pour faire tomber les régimes dictatoriaux en utilisant des méthodes non-violentes dans un combat asymétrique. Cet ouvrage est relayé par le film documentaire devenu culte « *Bringing down a dictator*⁵¹ » qui décrit la stratégie et les méthodes d'Otpor en Serbie.

47. On peut notamment signaler l'activité de DANIDA, Agence danoise d'aide au développement international.

48. Nathalie Nougarede, *Le Monde*, 26 mars 2005.

49. Il s'agit des mouvements étudiants serbe (Otpor), géorgien (Kmara) et ukrainien (Pora).

50. Cf. sur le site de l'institut Albert Einstein <http://www.aeinstein.org/>

51. <http://www.pbs.org/weta/dictator/>.

Les réseaux d'ONG à plusieurs échelles créent des sentiments d'appartenance entre ces nouveaux militants qui se sentent solidaires au-delà des frontières dans la construction d'un nouveau monde à l'Est. Baisalov en est devenu l'une des icônes et il anime les multiples rencontres qui se tiennent dans le monde sur la démocratisation. Il a pu relater dernièrement son expérience révolutionnaire à une conférence au Chili (28 au 30 avril 2005) sur le rôle des ONG, où il participait à un table ronde aux côtés de Condoleeza Rice, du philanthrope Georges Soros ou de Peter Ackerman⁵². Échangeant avec les grands de ce monde, il nous confie : « *j'ai récemment eu la chance de déjeuner avec Georges Soros et je lui ai suggéré de payer les salaires des membres du gouvernement pour nous aider à lutter contre la corruption* ». Il a également eu l'opportunité de s'entretenir avec Richard Lugar⁵³, l'envoyé spécial de Bush en Europe centrale et il rappelle volontiers qu'il a été auditionné par le Congrès américain⁵⁴ alors que les responsables politiques européens continuent d'ignorer ce type d'acteurs dans cette partie du monde. Les différentes attentions médiatiques et politiques confèrent une grande importance à ce jeune homme kirghize.

Cependant, une fois que le pouvoir autoritaire est tombé, le creuset idéologique de ces organisations s'effrite car le consensus sur la démocratie et la liberté doit ensuite faire face aux réalités de l'exercice du pouvoir. En Serbie, Otpor est devenu une agence internationale de consultants qui facture auprès des mouvements étudiants naissants des formations à la non-violence. Les récents événements en Ukraine ou en Géorgie montrent la difficulté à mettre en œuvre des pratiques politiques radicalement différentes des régimes précédents. Il existe une certaine superficialité idéologique de ces différents mouvements civiques. D'ailleurs, Baisalov pour sa part se dit plutôt proche du parti républicain américain tout en ayant à portée de main sur son bureau l'autobiographie de Clinton et celle d'Akaev qu'il dit finalement apprécier... et même si on peut être persuadé qu'il n'agit « *pas pour faire plaisir à la Maison Blanche mais changer la société kirghize* », il n'en reste pas moins que l'on perçoit

difficilement le projet politique qu'il souhaite véhiculer. L'opposition à un pouvoir ne peut constituer l'unique ressort de la mobilisation politique. Même si l'on ne peut qu'être d'accord avec la conclusion de son audition au Congrès américain « *Student and other activist exchange programs must be expanded. They will ensure a better understanding of each other and a celebration of humanity, democracy and human rights* », il n'en reste pas moins que tout reste à faire pour construire une société démocratique au Kirghizstan au sein de laquelle plusieurs partis politiques proposeraient des projets de société alternatifs à leurs concitoyens.

Conclusion

L'étude des discours et de la mise en acte de la notion de société civile permet de repenser la transition des sociétés post-socialistes. Dans la vision des bailleurs de fonds étrangers, la création d'un tissu d'ONG allait permettre la naissance d'une société constituée de groupes autonomes de l'État. Cette approche montre ses limites, notamment pour comprendre le fonctionnement actuel de la société kirghize. Le processus politique en cours montre clairement un déplacement du pouvoir de l'administration présidentielle vers le Parlement. La réduction des prérogatives de l'État entraîne une augmentation des conflits entre les élites kirghizes qui se matérialise par la dégradation du climat politique depuis les événements de mars 2005.

La multiplication des ONG locales a certes permis de contester le pouvoir de l'ancien président mais elle n'a pas contribué à faire émerger des groupes ayant des projets politiques alternatifs. Ces ONG locales sont très liées au financement extérieur et reposent sur une légitimité fragile dans le champ social kirghize. Si ces associations se sont émancipées de la tutelle de l'État, elles sont un élément de ce système de pouvoir complexe qui s'est substitué à celui de l'État. Elles sont étroitement dépendantes de nouveaux pouvoirs englobants (ONG, Organisations internationales, Agence de développement d'État) qui redéfinissent les contours de la souveraineté du jeune État kirghize. Il semblerait que ce type de configuration ne soit pas propre au Kirghizstan mais tende à se développer ailleurs, comme un mode de gouvernementalité dans le contexte de la mondialisation actuelle. De manière assez simpliste, le nombre d'ONG sert souvent à mesurer la mise en place d'une nouvelle gou-

52. Peter Ackerman est un disciple de Geene Sharp et travaille actuellement pour Freedom House.

53. Marc Nexon : « Kirghizstan : les américains ébranlent l'empire russe », *Le Point*, avril 2005.

54. Cf. Déclaration de Edil Baisalov, président de la coalition pour la démocratie et la société civile (Kyrgyzstan), devant le House Committee on International Relations Us House of Representatives, mai 5, 2005.

vernance mondiale relativement uniformisée. Il n'en reste pas moins qu'à l'image du Kirghizstan, les acteurs résistent et manipulent les nouvelles ressources imposées par la nouvelle contrainte extérieure provoquée par l'ouverture du pays à l'aide internationale. ■

BIBLIOGRAPHIE

- ABAZOV R., 1999, « Policy of economic transition in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey* 18 (2), 197-223.
- ABÉLÈS M., 1983, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin.
- ARENDT A., 1972, *Le Système totalitaire*, Paris, Seuil.
- ATLANI L. (dir.), 2005, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », *Autrepart*, n° 35.
- BOBBIO N., 1987, « Gramsci and the conception of civil society », in BELLAMY (ed), *Which Socialism?*, Cambridge, Polity Press.
- BOURDIEU P. and COLEMAN J.S. (eds.), 1991, *Social Theory for a Changing Society*, Boulder, Westview.
- COHEN J.-L. and ARATO A., 1992, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, Mass., MIT Press.
- GELLNER E., 1994, *Conditions of Liberty: Civil Society and its Rivals*, London, Hamish Hamilton.
- GELLNER E., 1994, « Civil Society in historical context », *International social science Review* 192: 495-510.
- GEMDEV, 1999, *La Mondialisation: les mots et les choses*, Paris, Karthala.
- GUILHOT N., *The Democracy Makers: Human Rights and International Order*, New York: Columbia University Press.
- GIDDENS A., 1990, *The consequence of Modernity*, Stanford, Stanford University Press.
- GULLETTE D., 2002, « Tribalism in Kyrgyzstan examined », *Central Asia and the Caucasus*, n° 2 (14), 31-37.
- HABERMAS J., (1992) 1997, « Le rôle de la société civile et de l'espace public politique », *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 355-414.
- HANN C., 2002 « *Post-socialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia* », London, Routledge.
- HANN C., 2002 *Civil Society*, 1996, *Challenging of Western Model*, London, Routledge.
- HAVEL V., 1993, « The post-communist nightmare », *New York Review of Books*, 27 may.
- KEANE J., 1998, *Civil Society: old images, new visions*, Stanford University Press, California.
- KERBLAY B., 1989, « Les modèles interprétatifs en soviétologie », *Revue des pays de l'Est*, n° 1, 1-15.
- KIHLNANI S., 2001, « La société civile une résurgence », *Critique internationale*, n° 10, 38-50.
- KUMAR K., 1993, « Civil Society: an enquiry into the usefulness of an historical term », *British journal of Sociology* 44 (3): 375-95.
- MILANI R.S., 1999, « Globalisation, les organisations internationales et le débat sur la gouvernance », in GEMDEV, *Mondialisation: les mots et les choses*, Paris, Karthala.
- POUJOL C., 2001, « Le concept de démocratie est-il applicable à l'Asie centrale post-soviétique? Réflexions sur la transition démocratique », Dossier l'Asie centrale, *Défense*, n° 91, 32-36.
- POMFRET R., ANDERSON K., 2003, *Consequences of creating a market economy: evidence from household surveys in Central Asia*, Chetelnkam, UK.
- REIDEL M., 1984, « "State" and "civil society" », in *Between Tradition and Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RIST G., 2002, « Les mots du pouvoir: sens et non-sens de la rhétorique internationale », in *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 13, PUF.
- RUFFIN M.H., WAUGH D.C. (dir), 1999, « *Civil society in Central Asia* », John Hopkins University, University of Wahshington Press.
- ROY O., 2002, « Préface », in PÉTRIC B.; *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF.
- SAMPSON S., 1998, « Exporting democracy, Preventing mafia: the rebirth of Eastern Europe in the era of post-communism », in KARLSON K.G., *Collective identities in an Era of transitions*, London.
- SAMPSON S., 2002, « The social life of projects: importing civil society in Albania », in HANN C. « *Civil society: challenging of western models* », London, Routledge.